ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Administration générale et des Pensions le 17 mai 1949 d'une demande d'avis urgent sur un projet d'arrêté du Régent modifiant et complétant l'arrêté du Régent du 29 novembre 1947 règlant la constitution des Commissions de contrôle et leur compétence et fixant la procédure pour l'application de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946, organisant le statut des Déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, a donné en sa séance du 19 mai 1949 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17 Mei 1949 door de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen verzocht hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent houdende wijziging en aanvulling van het besluit van de Regent van 29 November 1947 tot regeling van de instelling der Controlecommissies en van hun bevoegdheid en tot vaststelling van de procedure voor de toepassing van de besluitwet van 24 December 1946, houdende inrichting van het statuut der Weggevoerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940- 1945, heeft ter zitting van 19 Mei 1949 het volgend advies gegeven:

Le Conseil d'Etat propose les modifications de forme contenues dans le texte ci-après, qui répond aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées.

De Raad van State stelt de vormwijzigingen voor, die opgenomen zijn in de onderstaande tekst welke beantwoordt aan de bedoelingen van de Regering zoals zij hem werden uiteengezet.

ARRETE DU REGENT MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 29 NOVEMBRE 1947 REGLANT LA CONSTITUTION DES COMMISSIONS DE CONTROLE ET LEUR COMPETENCE ET FIXANT LA PROCEDURE POUR L'APPLICATION DE L'ARRETE-LOI DU 24 DECEMBRE 1946, ORGANISANT LE STATUT DES DEPORTES POUR LE TRAVAIL OBLIGATOIRE DE LA GUERRE 1940-1945.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945;

Vu l'arrêté du Régent du 29 novembre 1947 réglant la constitution des commissions de contrôle et leur compétence et fixant la procédure pour l'application de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 précité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Administration générale et des Pensions;

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er -

L'article 1er de l'arrêté du Régent du 29 novembre 1947 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er - Les personnes qui prétendent au bénéfice du statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 doivent introduire, sous pli recommandé à la poste, une demande adressée au ministre compétent.

Les demandes sont rédigées dans une des deux langues nationales; toutefois, les personnes établies dans une commune où la langue allemande est utilisée dans l'administration peuvent établir leur demande en allemand.

Les demandes doivent être introduites avant le 1er septembre 1949."

Article 2 -

L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5 - Les ayants droit d'un déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 décédé ou présumé tel peuvent introduire une demande en lieu et place de leur auteur.

Sont considérés comme ayants droit d'un déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 décédé ou présumé tel, pour l'application de la présente disposition, toutes les personnes qui justifient d'un intérêt à la reconnaissance dans le chef de leur auteur, de la qualité de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

Les ayants droit produisent tous les documents et pièces qu'aurait dû fournir leur auteur et affirment que celui-ci n'est pas exclu du bénéfice du statut par les articles 3 et 4 de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

Ils justifient également de l'intérêt qu'ils ont à la reconnaissance de la qualité de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 dans le chef de leur auteur. "

Article 3 -

L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 15 - Chaque chambre des commissions de contrôle chargée d'examiner les demandes tendant à la reconnaissance de la qualité de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 est composée de cinq membres nommés par le Roi :

1° un magistrat effectif, suppléant ou honoraire, qui en assume la présidence;

2° deux membres, dont un commissaire de l'Etat rapporteur, proposés par le ministre compétent;

3° deux membres sur proposition des associations reconnues de déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, parmi les personnes qui réunissent les conditions requises pour prétendre à la qualité de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945."

Article 4 -

L'article 20 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 20 - Les conclusions du commissaire de l'Etat contraires à la demande de l'intéressé sontnotifiées à ce dernier, sous pli recommandé à la poste, au moins quinze jours francs avant la date fixée pour l'audience.

Dans ce cas, le demandeur est invité à comparaitre et a la faculté d'envoyer ses conclusions écrites au commissaire de l'Etat sous pli recommandé à la poste, au moins trois jours francs avant la date fixée pour l'audience.

La commission est saisie du dossier par le commissaire de l'Etat; celui-ci y fait rapport et dépose des conclusions écrites qui portent notamment sur la force probante des éléments apportés par le demandeur, sur leur pertinence en rapport avec chacun des objets de la demande sur laquelle la commission doit décider conformément à l'article 14 du présent arrêté, ainsi que sur l'existence dans le chef de la personne dont la qualité de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 est en cause, des causes d'exclusion ou de déchéance.

Le demandeur, s'il est présent ou représenté, répond aux conclusions du commissaire de l'Etat, soit verbalement, soit en déposant et développant les conclusions écrites communiquées au commissaire de l'Etat dans les délais prescrits à l'alinéa 2 du présent article.

Le demandeur peut solliciter la remise des débats, sans que la commission soit tenue de faire droit à sa demande."

Article 5 -

L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 23 - Les commissions de contrôle délibèrent en secret. Leurs décisions sont rendues valablement, dès que trois de leurs membres dont le président et le commissaire de l'Etat rapporteur, sont présents.

Les décisions sont motivées et rencontrent les conclusions du commissaire de l'Etat rapporteur ainsi que celles éventuellement déposées par le demandeur; elles sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

Les membres des commissions sont tenus de s'abstenir et de se récuser au sujet de leur propre demande ou de toute demande à laquelle ils ont un intérêt.

Les minutes des décisions signées par tous les membres et par le greffier présent au délibéré, sont annexées au dossier.

Les copies certifiées conformes sont enliassées par ordre chronologique et conservées au greffe après avoir été signées par le greffier."

Article 6 -

L'article 24 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 24 - Le demandeur peut interjeter appel de la décision de la commission de contrôle dans les soixante jours de la signification de cette décision.

L'appel doit être formé par lettre recommandée à la poste, adressée au greffe de la commission d'appel.

L'appel doit être motivé."

Article 7 -

L'article 25 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 25 - Le ministre compétent peut interjeter appel de la décision de la commission de contrôle dans les soixante jours de la signification de la décision au demandeur.

L'appel du ministre est constaté par une inscription, paraphée par le ministre ou par son délégué, dans un registre d'appel."

Article 8 -

L'article 27 dernier alinéa du même arrêté est abrogé.

Article 9 -

L'article 35 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 35 - Les minutes des décisions d'appel signées par tous les membres et par le greffier présents au délibéré, sont annexées au dossier.

Les copies certifiées conformes sont enliassées par ordre chronologique et conservées au greffe après avoir été signées par le greffier."

Article 10 -

Une section V bis et un article 35 bis, libellés comme suit sont insérés dans le chapitre II du même arrêté :

"Section V bis - La reprise d'instance.

Article 35 bis - Lorsque le demandeur vient à décéder avant la décision définitive, les héritiers ou l'un d'eux peuvent notifier au ministre compétent, par lettre recommandée à la poste, qu'ils entendent continuer la procédure.

La procédure faite antérieurement à cette notification reste valable."

Article 11 -

Les articles 37 et 38 du même arrêté sont remplacés par la disposition suivante :

"Article 37 - Les décisions sont revisées soit à la demande du ministre compétent ou de son délégué, soit à la demande de l'intéressé.

Il est statué sur les cas soumis à revision comme s'il s'agissait d'une première demande; la commission de contrôle a tout d'abord à statuer sur sa recevabilité, en prenant en considération le caractère nouveau des éléments avancés ou la réalité de l'erreur invoquée. "

Article 12 -

L'article 41 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"Ils ne peuvent en aucun cas ni représenter ni assister les personnes qui ont demandé le bénéfice du statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945."

Article 13 -

Un article 42bis libellé comme suit est inséré dans le même arrêté : "Article 42bis -

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué par lui délivrent les expéditions et certificats des décisions."

Disposition transitoire

Article 14 -

Les demandes introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et réputées tardives sont recevables.

Les demandes introduites dans les délais précités auprès du ministre compétent pour bénéficier du statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et du statut des réfractaires, tiennent lieu, le cas échéant, de demandes régulières pour l'application du présent arrêté.

Article 15 -

Le Ministre de l'Administration générale et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de l'Administration générale et des Pensions,

BESLUIT VAN DE REGENT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 29 NOVEMBER 1947 TOT REGELING VAN DE SAMENSTELLING EN DE BEVOEGDHEID DER CONTRÔLECOMMISSIES EN TOT VASTSTELLING VAN DEPROCEDURE VOOR DE TOEPASSING VAN DE BESLUITWET VAN 24 DECEMBER 1946 HOUDENDE INRICHTING VAN HET STATUUT DER GEDEPORTEERDEN VOOR DE VERPLICHTE ARBEIDSDIENST TIJDENS DE OORLOG 1940 - 1945.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 24 December 1946 houdende inrichting van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940 - 1945;

Gelet op het besluit van de Regent van 29 November 1947 tot regeling van de samenstelling en de bevoegdheid der contrôlecommissies en tot vaststelling van de procedure voor de toepassing van voornoemde besluitwet van 24 December 1946;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Artikel 1 van het besluit van de Regent van 29 November 1947 wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 1.- De personen, die op het voordeel van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945 aanspraak maken, moeten door middel van een ter post aangetekende brief een aan de bevoegde Minister gerichte aanvraag indienen.

.../...

De aanvragen worden opgesteld in een van beide landstalen; nochtans mogen de personen, die een gemeente bewonen waar in het bestuur de Duitse taal wordt gebruikt, hun aanvraag doen in het Duits.

De aanvragen moeten vóór 1 September 1949 ingediend zijn".

Artikel 2.-

Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 5 - De rechthebbenden van een gedeporteerde voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945, die overleden is of die men vermoedt overleden te zijn, mogen in de plaats van hun rechtsvoorganger een aanvraag indienen.

Voor de toepassing van deze bepaling worden beschouwd als rechthebbenden van een gedeporteerde voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945, die overleden is of die men vermoedt overleden te zijn, alle personen, die bewijzen belang te hebben bij de erkenning, in hoofde van hun rechtsvoorganger, van de hoedanigheid van gedeporteerde voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945.

De rechthebbenden leggen alle documenten en stukken over, die hun rechtsvoorganger had moeten indienen, en bevestigen dat deze laatste niet door de artikelen 3 en 4 van de besluitwet van 24 December 1946 uitgesloten is van het voordeel van het statuut.

Zij bewijzen insgelijks het belang dat zij hebben bij de erkenning van de hoedanigheid van gedeporteerde voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945, in hoofde van hun rechtsvoorganger."

Artikel 3.-

Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

.../...

"Artikel 15.- Iedere kamer van de controlecommissies, belast met het onderzoek der aanvragen om toekenning van de hoedanigheid van gedeporteerde voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945 bestaat uit vijf door de Koning benoemde leden:

1° een werkend, plaatsvervangend of eremagistraat, die het voorzitterschap er van waarneemt;

2° twee leden, onder wie een Staatscommissaris-verslaggever, voorgedragen door de bevoegde Minister;

3° twee leden, op voordracht van de erkende verenigingen van gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945, gekozen onder de personen die de vereiste voorwaarden vervullen om op de hoedanigheid van gedeporteerde voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945 aanspraak te kunnen maken".

Artikel 4.-

Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 20.- De besluiten van de Staatscommissaris, die tegenstrijdig zijn met de aanvraag van de belanghebbende, worden deze laatste, ten minste vijftien vrije dagen vóór de datum welke voor de zitting is gesteld, door middel van een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht.

In dit geval wordt de aanvrager verzocht om te verschijnen en mag hij zijn schriftelijke besluiten, ten minste drie vrije dagen vóór de datum die voor de zitting is gesteld, door middel van een ter post aangetekende brief aan de Staatscommissaris zenden.

De Staatscommissaris legt het dossier aan de commissie voor; hij brengt er verslag uit en legt schriftelijke besluiten neer, die namelijk betrekking hebben op de bewijskracht van de door de aanvrager aangevoerde gegevens, op het passend

.../...

send verband er van met ieder voorwerp van de aanvraag waarover de commissie moet beslissen overeenkomstig artikel 14 van dit besluit, alsmede op het voorhanden zijn, in hoofde van de persoon over wiens hoedanigheid van gedeporteerde voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945 het gaat, van de oorzaken van uitsluiting of van verval.

De aanvrager, zo hij aanwezig of vertegenwoordigd is, antwoordt op de besluiten van de Staatscommissaris, hetzij mondeling, hetzij door neerlegging en uiteenzetting van de schriftelijke besluiten, die aan de Staatscommissaris binnen de in alinea 2 van dit artikel voorgeschreven termijn zijn medegedeeld.

De aanvrager mag om uitstel van de debatten verzoeken, zonder dat de commissie verplicht is op zijn verzoek in te gaan".

Artikel 5.-

Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 23 - De contrôlecommissies beraadslagen in het geheim. Hun beslissingen worden geldig uitgesproken zodra drie van hun leden, onder wie de voorzitter en de Staatscommissaris-verslaggever tegenwoordig zijn.

De beslissingen worden met redenen omkleed en houden rekening met de besluiten van de Staatscommissaris-verslaggever zowel als met die, welke eventueel door de aanvrager zijn neergelegd; zij worden met meerderheid van de stemmen der tegenwoordige leden genomen; bij staking van stemmen, beslist de stem van de voorzitter.

De leden van de commissies dienen zich te onthouden en zich te verschonen betreffende hun eigen aanvraag of betreffende elke aanvraag waarbij zij belang hebben.

.../...

De minuten van de beslissingen worden, na ondertekening door al de leden en door de griffier, die de beraadslaging hebben bijgewoond, bij het dossier gevoegd.

De eensluidend verklaarde afschriften der beslissingen worden in chronologische volgorde gerotuleerd en ter griffie bewaard, nadat zij door de griffier zijn ondertekend".

Artikel 6.-

Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 24 - De aanvrager kan tegen de beslissing van de contrôlecommissie beroep aantekenen binnen zestig dagen na de betekening van deze beslissing.

Het beroep moet ingesteld worden door middel van een ter post aangetekend brief, gericht aan de griffie van de commissie van beroep.

Het beroep moet met redenen omkleed zijn."

Artikel 7.-

Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 25 - De bevoegde Minister kan beroep aantekenen tegen de beslissing van de contrôlecommissie binnen zestig dagen na dd betekening van de beslissing aan de aanvrager.

Het beroep van de Minister wordt vastgesteld door een inschrijving, door de Minister of zijn gemachtigde geparafeerd, in een register van beroep".

Artikel 8.-

Artikel 27, laatste alinea van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

.../...

Artikel 9.-

Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 35 - De minuten van de beslissingen van beroep worden, na ondertekening door al de leden en door de griffier, die de beraadslaging hebben bijgewoond, bij het dossier gevoegd.

De eensluidend verklaarde afschriften worden in chronologische volgorde gerotuleerd en ter griffie bewaard nadat zij door de griffier zijn ondertekend".

Artikel 10.-

In hoofdstuk II van hetzelfde besluit worden een afdeling Vbis en een artikel 35 bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling Vbis - Hervatting van het geding.
Artikel 35 bis - Wanneer de aanvrager vóór de eindbeslissing komt te overlijden, kunnen de erfgenamen of één van hen, door middel van een ter post aangetekende brief, aan de bevoegde Minister kennis geven dat zij de procedure wensen te vervolgen.

De vóór deze kennisgeving ingezette procedure blijft geldig."

Artikel 11.-

De artikelen 37 en 38 van hetzelfde besluit worden door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 37 - De beslissingen worden herzien, hetzij op verzoek van de bevoegde Minister of van zijn gemachtigde, hetzij op verzoek van de belanghebbende

Over de in herziening behandelde gevallen wordt uitspraak gedaan alsof het een eerste aanvraag betrof; de con-

..../...

trôlecommissie heeft in de eerste plaats over de ontvankelijkheid er van uitspraak te doen, hierbij rekening houdend met de nieuwe aard der bijgebrachte gegevens of met de werkelijkheid der aangevoerde vergissing."

Artikel 12.-

Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld:

"Zij mogen in geen geval degenen vertegenwoordigen of bijstaan, die om het voordeel van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945 verzocht hebben."

Artikel 13.-

Een artikel 42 bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd:

"Artikel 42 bis -

De Minister of de door hem gemachtigde ambtenaar leveren de uitgiften en getuigschriften der beslissingen af".

Overgangsbepalingen.

Artikel 14.-

De aanvragen, die vóór het in werking treden van dit besluit worden ingediend en die voor laattijdig worden gehouden, zijn ontvankelijk.

De aanvragen, die binnen de voormelde termijnen bij de bevoegde Minister worden ingediend, om in aanmerking te komen voor het statuut der politieke gevangenen en hun rechthebbenden en voor het statuut der werkweigeraars, gelden, in voorkomend geval, als regelmatige aanvragen voor de toepassing van dit besluit.

.../...

Artikel 15.-

De Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van het Algemeen Bestuur
en der Pensioenen,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs:	J. SUETENS,	président du Conseil d'Etat,	président
De Heren:		voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V. DEVAUX,	conseillers d'Etat	
	M. SOMERHAUSEN,	raadsheren van State	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,